

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

90/45

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION DU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
LE TRES HONORABLE JOE CLARK,
À LA SÉANCE D'OUVERTURE DE LA
DEUXIÈME RÉUNION MINISTÉRIELLE SUR
LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ASIE-PACIFIQUE

SINGAPOUR (SINGAPOUR)

LE 30 JUILLET 1990

SÉANCE DU MATIN

Monsieur le Ministre Lee, Monsieur le Ministre Wong, chers collègues.

J'aimerais d'abord remercier le gouvernement de Singapour d'accueillir cette deuxième Réunion ministérielle sur la coopération économique Asie-Pacifique et féliciter nos collègues singapouriens pour leur hospitalité et pour les excellents services qu'ils nous ont fournis pour cette réunion. Je voudrais aussi en profiter pour offrir à nos hôtes les meilleurs voeux du Canada à l'occasion du 25^e anniversaire de leur indépendance, qu'ils célébreront dans moins de deux semaines. En observant hier soir une partie des répétitions pour ces festivités, je me disais que j'aurais aimé pouvoir être ici pour les grandes célébrations.

Mon collègue le ministre du Commerce extérieur, John Crosbie, devait participer à cette séance, mais il a malheureusement été retenu au pays. Il compte bien accueillir les ministres du Commerce à la réunion spéciale sur la coopération économique Asie-Pacifique qui se tiendra le mois prochain à Vancouver, notre grande porte d'accès au Pacifique. Je crois que nous sommes tous d'avis que la réunion de Vancouver sera un jalon important dans la dernière phase des négociations du Cycle d'Uruguay, question que nous pourrons examiner plus en détail cet après-midi.

La part de l'Asie dans la production mondiale a doublé depuis 1970. Depuis 1970, le commerce intra-régional a décuplé. À la fin du siècle, il se pourrait bien que la région du Pacifique comprenne 60% de l'humanité, pour 40% de la consommation globale et pour une part encore plus grande de la production mondiale. Cela reflète la performance remarquable de plusieurs économies, dont celle du Japon - qui est déjà une superpuissance économique. Mais l'économie de la Corée se développe plus rapidement que celle du Japon. Sur une base per capita, Hong Kong pourrait bientôt être plus riche que la Grande-Bretagne; et Singapour plus riche que l'Italie. Taïwan a des réserves totalisant 70 milliards \$US. Les taux de croissance économique annuelle de la Thaïlande et la Malaisie, qui sont actuellement de 7%, sont en voie de dépasser 10% et de confondre les économistes qui prédisaient un ralentissement de leur croissance attribuable à un accroissement de leur richesse.

Il est un fait indéniable, c'est que le centre de l'activité économique globale se déplace vers le Pacifique, et que ce déplacement est rapide.

Ce fait a une importance toute particulière pour le Canada et pour sa prospérité future en tant que nation commerçante. En 1983, le commerce du Canada avec la région du Pacifique a dépassé ses échanges outre-Atlantique. Et la tendance se maintiendra dans l'avenir prévisible. La Colombie-Britannique commerce déjà plus avec la région du Pacifique qu'avec les États-Unis. Et le

Canada dans son ensemble dépend davantage de ses relations économiques avec le Japon et les quatre Tigres que tout autre des 24 membres de l'OCDE. La région du Pacifique est plus importante pour le Canada qu'elle ne l'est pour les États-Unis - et même pour l'Australie.

L'Asie étant devenue l'un des principaux moteurs de l'économie globale, il est indéniable que l'avenir du Canada en tant que société prospère est maintenant inextricablement lié au cheminement de la région Asie-Pacifique.

La région du Pacifique a besoin d'un mécanisme permettant d'examiner les problèmes qui surgissent entre les pays de la région et leurs partenaires nord-américains de la bordure du Pacifique. Comme le premier ministre Lee le mentionnait hier soir, nous devons beaucoup à l'Australie pour sa persévérance à lancer cet utile mécanisme de coopération économique Asie-Pacifique.

Le mécanisme devrait se développer parce qu'il offre une nouvelle possibilité - qui n'existait pas avant - de gérer les défis posés par le dynamisme économique de la région et d'anticiper les atteintes à la prospérité de la région avant qu'elles ne deviennent critiques.

Nous croyons que le mécanisme, pour réaliser son plein potentiel, doit être élargi pour englober les autres grandes économies de la région - surtout Hong Kong, Taïwan et la Chine. Cet élargissement devrait se faire le plus tôt possible.

Je voudrais remercier le Groupe de la PECC sur les perspectives offertes par la région du Pacifique d'avoir documenté la situation économique de la région pour appuyer nos discussions. Je félicite aussi la Corée pour son travail sur le document thématique qui précise les défis économiques qui attendent la région en cette fin du vingtième siècle.

Nous acceptons ces perspectives généralement optimistes qui prévoient une reprise de la croissance dès l'an prochain. Le ralentissement économique observé dans cette région doit être vu dans le contexte du ralentissement de la croissance dans le monde. Nous sommes d'avis que le ralentissement observé dans cette région reflète en partie les politiques gouvernementales visant à comprimer l'inflation ou à réduire les déficits commerciaux. Nous n'y voyons aucune tendance sous-jacente venant entraver le dynamisme qui caractérise la région. En fait, tout semble indiquer que la région Asie-Pacifique restera probablement la région du monde qui connaîtra la plus forte croissance, du moins dans les prochaines années.

Mais nous devons aussi reconnaître que nous sommes confrontés à des risques et à des incertitudes qui devront être

pris en compte si nous voulons pouvoir soutenir l'élan de la croissance. Des déséquilibres internes et externes causent des difficultés à chacun de nos pays. Par exemple, les déficits publics drainent fortement l'épargne. Le maintien de notre engagement envers des mesures destinées à réduire les déficits budgétaires ainsi que la poursuite de réformes structurelles dans les pays qui enregistrent un excédent donneront d'importants résultats.

Mon gouvernement sait très bien que de telles politiques comportent certains risques politiques. Pour notre part, nous sommes disposés à affronter ces risques, comme nous l'avons fait en négociant un accord de libre-échange avec les États-Unis, et nous poursuivrons activement notre programme économique axé sur la réduction du déficit, sur la privatisation et sur la réforme fiscale, y compris l'introduction d'une nouvelle taxe sur les produits et services. Notre détermination au plan de la politique économique nationale se manifeste aussi au plan international - surtout dans le contexte du Cycle d'Uruguay. Jim Baker disait l'autre jour à Djakarta que c'est là notre plus gros défi international de l'année. Il avait absolument raison.

J'ai été étonné de lire, dans le document sur les perspectives, que les deux tiers de toutes les exportations originaires de la zone PECC ont trouvé des marchés dans cette même zone, et que jusqu'à quatre-vingt pour cent des investissements étrangers directs réalisés dans la région proviennent d'autres économies de la zone PECC.

Ce sont des chiffres comme ceux-ci qui soulignent le mieux la nécessité de vastes discussions aux plans de la macro-économie et de la politique. C'est pourquoi j'aimerais répéter ma proposition de la semaine dernière à Tokyo, à savoir que l'APEC envisage l'établissement d'un Groupe consultatif d'experts des politiques économiques qui examinerait les problèmes d'ajustement et de croissance et qui préparerait des recommandations que nous pourrions examiner à nos futures réunions ministérielles.

De tels examens des politiques, conjugués à une coopération permanente entre le Groupe de la PECC sur les perspectives et l'APEC aux fins de la préparation de projections économiques pour la région, amélioreraient grandement notre compréhension de la dynamique de l'économie de la région du Pacifique ainsi que notre capacité de gérer les forces économiques.

J'attends beaucoup de nos discussions de cette semaine.